

L'abstention : pourquoi ?



En juin 2021 se sont déroulées les dernières élections régionales. Outre la défaite cuisante de la République en Marche et du Rassemblement National, et l'essor des anciennes coalitions, l'abstentionnisme grandissant a fortement nourri les débats, puisque deux tiers de nos concitoyens ne se sont pas déplacés pour aller voter. Et si les élections présidentielles qui arrivent devraient encore mobiliser les foules, puisque, depuis le mandat de Charles de Gaulle, elles sont l'« évènement » à ne pas manquer, le fléau abstentionniste ne cesse d'inquiéter politiciens et sociologues quant au futur de notre démocratie. Pourquoi tant d'abstention ? Est-ce un signe d'usure démocratique, d'une nécessité de changer les institutions ? L'abstentionnisme est-il si préoccupant qu'il paraît l'être au premier abord ? Dans leurs tribunes du *Monde* respectivement publiées les 28 et 29 juin et les 4 et 5 juillet 2021, l'historien André Larané, le sociologue Vincent Tiberj, le politiste Jean Garrigues et l'administrateur honoraire de l'INSEE Michel Fansten tentent d'éclairer ce qui pourrait bien être la fin du chapitre de la démocratie telle que l'on l'entend aujourd'hui.

Tout d'abord, tentons de comprendre, par des chiffres, l'ampleur de l'abstention sur les dernières élections régionales. La donnée la plus significative est que près de deux tiers des électeurs ne se sont tout simplement pas déplacés ces jours-là, ni lors du premier tour, et pas plus lors du second tour, qui pourtant rassemble plus d'électeurs d'habitude. Durant la Ve République, seul le référendum sur le quinquennat en 2000 avait réuni un pourcentage moindre de votants, précise Vincent Tiberj, sociologue et professeur à Sciences Po Bordeaux, dans sa tribune du 29 juin dernier. Autre fait : moins de 20% des jeunes (on entendra par ce terme les moins de 35 ans) ont voté aux régionales, contre la moitié des 65 ans et plus. Force est donc de constater que l'abstentionnisme ne touche pas tous les citoyens de la même manière, que des variables sociologiques, comme l'âge mais pas seulement, influent sur la décision de voter ou de rester chez soi. Jean Garrigues, président du Comité d'histoire parlementaire et politique, s'appuie sur un sondage dans sa tribune du 4 juillet 2021 pour constater que 27% des abstentionnistes « sont mécontents par rapport au monde politique dans son ensemble ». 20% d'entre eux avaient simplement mieux à faire le dimanche, et nous y reviendrons dans un second temps. Il y a donc une forme de défiance, de paresse pour certains, mais aussi et surtout un problème institutionnel et une offre politique qui ne conviennent plus aux citoyens d'aujourd'hui.

Il est donc important de rappeler que l'abstention n'est pas forcément le symbole d'une crise de la démocratie. Elle peut l'être en effet, mais elle peut aussi correspondre à une manière de critiquer le système, d'exprimer son mécontentement vis-à-vis des partis, des candidats : on parle alors d'abstention active. L'administrateur honoraire de l'INSEE spécialiste des enquêtes d'opinion, Michel Fansten, dans sa tribune du 5 juillet 2021, décrit trois configurations d'abstention politique, active. La première configuration résulte d'une division au sein d'un parti, contradictoire par rapport à son candidat, son programme, mais plus uni que jamais dans son opposition aux autres partis. Les débats politiques sont alors souvent déconcertants et contradictoires, le futur électeur se sentant éloigné du parti qu'il adulait précédemment, ce qui peut l'amener à s'abstenir. Deuxièmement, un biais des élections serait que l'on a tendance à « minimiser les enjeux du scrutin » : on pense alors que voter ne changera pas grand-chose, au vu du nombre d'électeurs. Les partis basent parfois leur stratégie sur cet aspect, en incitant leurs électeurs à s'abstenir dans le cas où le programme ne leur convienne pas complètement. La troisième configuration d'abstention politique est, pour finir, la tendance qu'aurait un candidat à élargir son discours afin de mobiliser plus d'électeurs. Une stratégie de campagne qui en réalité a souvent pour conséquence une démobilisation des adhérents initiaux, perdus dans un programme qui ne leur convient plus. Michel Fansten illustre ce troisième cas de figure par l'échec de Lionel Jospin aux présidentielles de 2002, ce dernier s'affirmant socialiste mais également préoccupé par l'insécurité (Jospin ne parvint pas au second tour, qui opposera Jean-Marie Le Pen et Jacques Chirac).

Il y a donc un véritable problème, qui est avant tout le résultat d'une crise de l'offre politique. Les électeurs ne se retrouvent plus dans les candidats et dans les programmes proposés. Les coalitions et alliances sont toujours compromises par un continuel désir des partis les constituant de se détacher, de se mettre en avant, s'opposant à leurs alliés et créant des alliances de façade dirigées par des projets flous. Ceux qui sont mécontents du système le font savoir en s'abstenant, analyse Jean Garrigues : durant les Trente Glorieuses et un petit peu après, le Parti Communiste pouvait canaliser ces mécontentements, désormais, les choix de résistance sont restreints, et l'abstention est une des seules alternatives. Les classes populaires sont les premières à ne plus se retrouver dans le système gauche-droite d'Emmanuel Macron, qui n'a rien fait pour résoudre les problèmes du quotidien. Le monde politique est pour ces couches plus populaires une élite hors-sol, qui fait fi de ce qui se passe en bas, préoccupée par ces concepts vagues que sont la globalisation, l'euphorisation. De ce point de vue, s'abstenir est un « signe de maturité politique », comme l'indique Michel Fansten. Les citoyens ont pris conscience du défi de transition démocratique qui les attend, transition qui doit nécessairement passer par un profond changement des institutions et une nouvelle vision de l'exercice du pouvoir en démocratie.

Il serait néanmoins erroné de penser que le souci ne vient que d'en haut. Certes, il existe réellement une crise de l'offre politique, mais il n'en demeure pas moins que cette crise n'explique pas complètement la vague abstentionniste actuelle. N'oublions pas que les élections présidentielles de 2017 avaient également été touchées par l'abstentionnisme (plus de 25% au second tour), alors que ces dernières correspondent habituellement au rendez-vous majeur du calendrier électoral. Parler de causes conjoncturelles, de pandémie et de priorité à la santé pourraient en partie expliquer le déplorable taux de votants aux régionales en 2021. En effet, les régions n'ont pas beaucoup d'influence en ce qui concerne les confinements et les mesures en période de pandémie. Beaucoup ont tourné le dos aux régions parce qu'elles étaient uniquement au second voire au troisième plan en 2021, lorsque c'était à l'Élysée qu'étaient

prises les décisions. Nous reviendrons d'ailleurs plus tard au problème des régions. Les causes conjoncturelles, ici la crise pandémique, ont donc quelque chose à voir avec l'essor de l'abstentionnisme.

Mais en réalité, là encore, la Covid n'explique pas tout. Certes, la crise a entraîné une sous-médiatisation des campagnes, et les rassemblements se sont révélés impossibles, ce qui a rendu beaucoup de choses compliquées. Mais le mal est bien plus profond. Revenons aux chiffres donnés précédemment. Ceux de Jean Garrigues sont alarmants. Un abstentionniste sur cinq (20%) n'a pas voté car « il avait mieux à faire », selon son sondage. Ces 20% d'abstentionnistes ne sont pas des abstentionnistes actifs s'abstenant pour des raisons que l'on a déjà expliquées. Ils reflètent en vérité une paresse citoyenne traduite par une abstention de désillusion plus que de mécontentement. Ils reflètent également une usure démocratique, un système qui ne fonctionne plus tellement. Et si on peut remettre en question les institutions, les candidats, les partis, les rouages de notre démocratie, il serait aussi pertinent de se remettre nous même en question, nous, citoyens, qui avons pour première responsabilité de gérer notre pays. Les choses ont changé depuis Athènes. Le paradoxe français est que notre Hexagone a besoin d'une verticalité du commandement associée à l'horizontalité de la représentation. En tant que citoyens, il est de notre devoir d'agir pour faire survivre la démocratie et éviter le glissement vers un régime illibéral. Nombreux sont les pays qui ont échoué à cette tâche. A nous d'œuvrer pour parvenir à rester souverains.

L'abstentionnisme reflète donc deux biais de notre société : d'une part, un manque d'offre politique, de l'autre, la propagation d'une paresse citoyenne, le fait de vouloir vivre dans une démocratie sans participer à la vie politique, sans faire son premier devoir qui est de voter. Ce deuxième biais ne s'arrange pas et ce n'est sûrement pas du côté citoyen que les choses vont s'améliorer. Les citoyens de demain voteront-ils plus que ceux d'aujourd'hui ? Les récentes recherches ne sont pas très optimistes. L'effet générationnel influe énormément sur le fait de voter ou non. Le sociologue Vincent Tiberj, auteur du livre *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, a longtemps travaillé sur le facteur générationnel et son influence sur la vie politique. Et le constat est sans appel. Le renouvellement générationnel qui s'est accompagné d'un changement de culture a profondément modifié le rapport des citoyens au vote de la période post-guerre à aujourd'hui. Pour les générations nées dans les années 1930, 1940, voter correspondait à une remise de soi aux élus, il s'agissait d'un devoir. En revanche, celles postérieures au baby-boom n'ont pas forcément intégré ce devoir, et voter ne suffit plus. Cela se retrouve dans les chiffres : la moitié des plus de 65 ans s'est déplacée aux régionales, alors que seulement 20% des jeunes ont fait cet effort. On constate dès lors que les seniors pèsent 1,4 fois plus dans les urnes que ce qu'ils représentent d'un point de vue démographique. Les jeunes, quant à eux, pèsent moins de 50% de leur poids démographique dans les scrutins. Et contrairement à ce que certains peuvent penser, ces chiffres extrêmement bas ne traduisent aucunement la fameuse période de « moratoire » politique, période d'apprentissage politique que l'on rencontre lorsque l'on devient majeur. Seules les élections présidentielles, décidément à part, nient ce biais générationnel.

Vincent Tiberj va au-delà d'une simple comparaison : il montre que la culture du vote a suivi une évolution. En effet, en ce qui concerne les 35-65 ans, c'est 30% d'entre eux environ qui se sont rendus aux urnes. Et par rapport au contraste entre poids démographique et poids dans les urnes, les écarts se sont également creusés entre les dernières législatives (2017) et les

régionales (les générations les plus anciennes, moins nombreuses, pèsent de plus en plus alors que les jeunes adultes ont un poids de plus en plus faible). Le biais générationnel s'explique donc par un changement de culture et de rapport au vote. On observe également une différence d'action politique entre les générations les plus jeunes et les plus expérimentées. Les générations nées après 1971 votent, mais de manière protestataire, et non pour adhérer à tel ou tel candidat, tel ou tel parti. Et elles ne font pas que voter, lorsqu'elles votent. Les jeunes générations expérimentent d'autres instruments de l'action politique, comme la manifestation, ou la signature de pétitions. Tel n'est pas le cas des plus anciens, qui se réfèrent dans leur majorité à la droite classique et sont des votants « de devoir » : toujours au rendez-vous pour se rendre au bureau de vote, mais sans aucun autre mode d'action. En bref, les jeunes votent moins que leurs aînés mais ont une tout autre façon d'influencer la vie politique. Un écart existe donc bel et bien entre les pratiques des jeunes et celles des plus anciens. Et si l'abstentionnisme est plus palpable chez les moins de 35 ans, c'est aussi parce qu'ils participent à la gestion de la cité à l'aide d'autres instruments.

Alors si les jeunes générations sont destinées à ne plus aller voter, les dimanches d'élection, et qu'il est donc nécessaire de revoir les fondements même de notre démocratie, quelles mesures doit-on prendre en premier lieu pour aller en ce sens ? L'historien André Larané s'est penché dans sa tribune du 28 juin 2021 sur le cas des régions, vastes contrées dont il ne voit plus trop l'intérêt. Si les élections régionales n'ont rassemblé qu'un tiers des électeurs, c'est parce qu'il est évident qu'elles « ne servent à rien », se lamente-t-il.

En effet, pour l'historien, les régions actuelles ne font pas plus que ce que les départements sont déjà capables de faire eux-mêmes : « la rénovation d'un lycée, le financement d'une carte de transport, les subventions à des associations etc. ». Ces régions perçoivent beaucoup de l'Etat (30 milliards € par an), pour des bénéfices qui ne sont pas si évidents. André Larané aimerait donc que ce soient les départements qui fassent ce que font actuellement les régions. Ces derniers existent depuis longtemps (1790), et ont pour avantage de rapprocher les citoyens y vivant autour de divers intérêts, notamment géographiques. Quels impératifs sont communs à un Strasbourgeois et à un Troyen, pourtant résidant théoriquement dans la même région ? Il n'y en a pas, et c'est bien ce que regrette André Larané. Ce problème de taille n'a fait que s'amplifier sous le mandat de Hollande, lorsque le nombre de régions s'est encore réduit, alors qu'elles étaient nées sous Mitterrand, dans l'optique de prendre exemple sur le modèle idéal allemand. Ces régions vastes et hétérogènes qui existent aujourd'hui sous le nom de Nouvelle-Aquitaine, Grand-Est ou encore Auvergne-Rhône-Alpes, ne peuvent être au plus proche de leurs concitoyens, alors que c'est exactement leur objectif de départ. Il n'est pas étonnant d'avoir autant d'abstention, puisque les régions sont proches et lointaines à la fois, que l'on ne peut s'identifier à ces vastes étendues. Il est absolument nécessaire d'y remédier !

L'abstention s'analyse de différentes manières. Elle est le signe d'une crise démocratique, mais aussi d'une certaine maturité des électeurs, protestant contre un système qui ne leur convient plus. L'abstention reflète aussi le désintéressement grandissant dont font preuve les citoyens vis-à-vis d'une démocratie qui, selon Abraham Lincoln, était *a priori* eux, pour eux, par eux. Il est désormais temps de revoir les fondements mêmes de notre système politique, afin d'aborder le futur de la meilleure manière possible.

Rémi TOITOT (Terminale 2), le 1^{er} mars 2022